



Des manifestants hostiles à Boris Eltsine se sont encore rassemblés hier près de l'édifice du Parlement, à Moscou, revendiquant la destitution du président russe en alléguant que sa décision de gouverner par décret, jusqu'au plébiscite d'avril, était illégale.

PHOTO AFP

► REPÈRES

La constitution russe, une bombe à retardement

CANDICE HUGHES
de l'Associated Press
MOSCOU

■ Dans la bataille politique qui l'oppose aux parlementaires conservateurs, le président Boris Eltsine vient de se découvrir un nouvel ennemi : la Constitution, véritable bombe de papier à retardement.

Cette charte, rédigée dans la langue officielle des années Brejnev, investit le parlement d'une immense autorité. Pourtant, pendant des années, la pratique du centralisme démocratique a vidé de son sens ce texte constitutionnel et, dans les faits, la quasi-totalité du pouvoir revenait au Parti communiste et à ses organes.

Avec la chute du communisme et la guerre d'influence que se livrent nostalgiques de l'ancien régime et réformateurs partisans du nouveau chef de l'État, la Constitution russe a repris toute sa signification.

Une disposition prévoit que le Congrès des députés du peuple peut amender cette Constitution par un vote à la majorité des deux tiers. Concrètement, les parlementaires peuvent modifier les règles du jeu politique ou choisir de s'en accommoder.

«C'est comme une bombe nucléaire dans l'équilibre des pouvoirs», estime Sarah Reynolds, kramlinologue de la faculté de droit d'Harvard. Selon elle, depuis la mort de l'Union soviétique en décembre 1991, le pouvoir joue au yo-yo entre le parlement et la présidence, poste inexistant en 1977, date de la rédaction de la Constitution.

La situation actuelle s'explique aussi par la négligence de M. Eltsine. Investi des pouvoirs spéciaux lui permettant de gouverner par décret et tout auréolé de son élection au suffrage universel, il n'a pas jugé, à son arrivée au Kremlin, que la réforme de la Constitution représentait la priorité essentielle.

Sur les décombres de l'ancien régime, les sherpas du chef de l'État ont estimé qu'il fallait d'abord travailler au passage à l'économie de marché, à la libération des prix et à la privatisation. Ces changements étaient les conditions posées par les Occidentaux à leur aide financière.

Mais l'administration par décrets a été rapidement dénoncée comme une nouvelle forme de dictature. Le ressentiment a grandi dans l'opinion, alimenté par les mauvais résultats économiques.

«Gouverner par décrets n'était pas un très bon moyen d'instaurer le consensus», ajoute Mme Reynolds.

À mesure que les craintes sont devenues plus précises, les voix de l'opposition se sont fait de plus en plus entendre. La peur de voir Boris Eltsine abolir le Congrès a incité les parlementaires à amender la constitution pour priver le président de tous ses pouvoirs s'il se lançait dans une telle aventure. L'affrontement avec le président du parlement, Rousslan Khasboulatov, devenait inévitable.

Les passes d'armes verbales et accusations réciproques ont pris le pas sur les principaux engagements politiques. Dans cette guerre des mots, chacun affirme être le défenseur des principes constitutionnels. Mais, pour cette démocratie qui n'a pas encore atteint l'âge de raison, les principes dépendent avant tout de ceux qui parlent.

Clinton réaffirme son soutien à Eltsine et à tous les réformateurs de la Russie

d'après AFP, PC et Reuter
WASHINGTON

Le président Bill Clinton a réaffirmé et justifié son soutien au président russe Boris Eltsine «et à tous les réformateurs à travers la Russie», hier, tout en admettant les limites de l'influence des États-Unis sur l'issue du conflit politique en cours à Moscou.

Peu après, le ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, en visite à Washington, a tenu à préciser que le sommet entre Bill Clinton et Boris Eltsine aurait bien lieu à Vancouver, les 3 et 4 avril, et ne serait pas déplacé à Moscou.

Dans la journée, le premier ministre du Canada, Brian Mulroney, avait fait état de cette possibilité en invoquant «les circonstances exceptionnelles» qui menacent la démocratie en Russie. Selon M. Mulroney, les tensions entre M. Eltsine et le Parlement russe sont telles qu'il pourrait être imprudent de tenir le sommet au Canada, l'absence de M. Eltsine pouvant servir de prétexte à l'extrême droite pour reprendre le pouvoir à Moscou.

Quoi qu'il en soit, M. Clinton,

qui doit recevoir aujourd'hui M. Kozyrev, a réitéré la position qu'il avait fait connaître samedi dans un communiqué: Boris Eltsine, «premier président démocratiquement élu en un millier d'années d'histoire de la Russie», a «le soutien des États-Unis, de même que son gouvernement et tous les réformateurs à travers la Russie».

Sa décision de faire appel au peuple est «une mesure appropriée dans une démocratie», a-t-il poursuivi, ajoutant que «la Russie est et doit rester une démocratie».

C'était la première fois que le président américain — qui donnait sa première conférence de presse formelle depuis son investiture — s'exprimait personnellement sur la lutte pour le pouvoir en Russie depuis l'instauration samedi par M. Eltsine d'une administration spéciale lui permettant de gouverner par décrets jusqu'à la tenue d'un plébiscite, le 25 avril.

Le président américain a souligné qu'il consacrerait une bonne partie de la semaine — à commencer par «une longue séance» hier en soirée — pour élaborer le programme d'aide à la Russie

qu'il compte dévoiler lors du sommet. Il s'agira d'un programme «dynamique et détaillé», a-t-il dit. Il a indiqué qu'il téléphonerait sans doute à M. Eltsine après avoir reçu M. Kozyrev.

Le président américain s'est attaché à justifier son soutien à M. Eltsine et s'est défendu de trop investir dans un seul homme, comme certains experts, à l'exemple de l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger le lui reprochent.

M. Clinton a rappelé qu'il appuyait «les réformateurs dans toute la Russie», et donc pas seulement un homme, mais aussi — dans une claire allusion à ceux qui l'accusent de privilégier la Russie au détriment des autres États issus de l'éclatement de l'ex-Union soviétique — «dans tous les anciens pays communistes et les anciennes républiques de l'URSS». Il a ainsi rappelé qu'il avait parlé deux fois au téléphone au président de l'Ukraine (une puissance nucléaire), Leonid Kravtchouk.

Sur le fond, M. Eltsine «est, après tout, le premier président élu en mille ans d'histoire russe (...) et il a fait preuve de beaucoup de courage en défendant la démocratie et les libertés et les réfor-

mes économiques, et je soutiens tout ça», a-t-il affirmé avec force.

Mais il s'est aussi montré réaliste concernant l'influence de Washington.

«Je ne pense pas que nous puissions (...) déterminer le cours des événements», a-t-il admis. Il s'est toutefois déclaré convaincu que les États-Unis n'étaient pas de simples «spectateurs», car la Russie ne pourra jamais évoluer vers une économie de marché «dans un délai acceptable» si les États-Unis ne l'aident pas «dans toute une série de domaines», qui feront l'objet du programme d'aide de Washington.

Enfin, M. Clinton a assuré n'avoir pour l'instant «aucune raison d'être inquiet» au sujet du contrôle des armes nucléaires dont dispose la Russie, une situation que Washington «surveille de très près».

M. Eltsine a signé le 3 janvier avec George Bush le traité START II, qui prévoit des réductions considérables dans les arsenaux nucléaires américain et russe, mais l'opposition conservatrice (communiste) et ultra-nationaliste qui domine le Parlement russe s'est juré d'en empêcher la ratification.



Le président russe, Boris Eltsine, essuie des larmes sur son visage pendant les funérailles de sa mère, à Moscou. Klavdia Eltsine s'est éteinte dimanche, à l'âge de 85 ans. Certains voient un lien entre sa mort et les difficultés politiques graves auxquelles son fils est confronté.

PHOTO AP

Boris Eltsine pleure à chaudes larmes à l'enterrement de sa mère

d'après AP
MOSCOU

Boris Eltsine, soutenu par sa femme, a pleuré à chaudes larmes hier pendant qu'on descendait dans la fosse le cercueil de sa mère, au cimetière de Novokountsevskeye, à Moscou.

Le président était très proche de sa mère, Klavdia, morte au cours du week-end à l'âge de 85 ans à l'hôpital du Kremlin. Sa mort l'a beaucoup affecté, et on l'a vu essuyer ses larmes à l'aide d'un mouchoir.

Jusqu'à ces derniers mois, Klavdia Eltsine cultivait son jardin,

faisait des confitures et tricottait des chaussettes pour l'illustre fils. Mais ces dernières semaines, voir son fils au centre de la crise politique et de la tension montante à Moscou «fut une épreuve trop lourde pour son cœur», rapportent les Izvestia. Elle aurait eu au moins trois crises cardiaques en peu de temps.

Klavdia Eltsine vivait avec le frère cadet de Boris, Mikhaïl, dans l'Oural, à Ekaterinbourg, près de son village natal, Boutka. En octobre 1992, elle était venue dans l'appartement de Boris à Moscou. Selon le *Moscow Times*, qui cite une amie de la famille, Alya Tanatcheva, Klavdia Eltsine aurait aimé que son fils renonce à

la politique et mène une vie plus calme.

«Lorsque nous avons bavardé, samedi, elle était tout à fait normale et assez loquace. Après le discours télévisé de son fils annonçant au parlement l'instauration de l'administration directe, elle est devenue nerveuse et tendue. C'était un paquet de nerfs, elle s'inquiétait sans cesse à propos de Boris», a déclaré Mme Tanatcheva au journal.

À l'enterrement, parmi l'assistance, outre le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, on remarquait la présence du vice-président Alexandre Routskoï, qui s'est nettement démarqué d'Eltsine, ces derniers temps.

Karadzic claque la porte

d'après AFP et Reuter
SARAJEVO

Le général Philippe Morillon, commandant de la FORPRONU pour la Bosnie, a été refoulé hier par les forces serbes bosniaques à Bratunac et empêché de regagner l'enclave musulmane assiégée de Srebrenica, où il a établi son quartier général provisoire.

Pendant ce temps, à New York, où le Conseil de sécurité s'apprêtait à voter le renforcement de la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie, le médiateur de la CEE David Owen annonçait que le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, avait claque la porte de la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie.

«Nous avons négocié aussi longtemps que nous le pouvions avec M. Karadzic, mais sa position sur les arrangements intérieurs du plan de paix est très lointaine de la nôtre», et il n'est «pas prêt» à signer la carte de découpage provincial de la Bosnie-Herzégovine, a déclaré à la presse Lord Owen, à son arrivée au Conseil de sécurité.

M. Karadzic veut une République indépendante serbe en Bosnie, a dit le médiateur européen.

Plus tôt, M. Karadzic s'était plaint de la «pression» mise selon lui «uniquement» sur les Serbes, et a affirmé que la communauté internationale commet «de terribles erreurs» en ne punissant qu'un seul camp.

Sur le terrain, le général Morillon a été refoulé alors qu'il revenait d'une réunion orageuse avec des responsables militaires serbes bosniaques locaux à Zvornik (Serbie), où il tentait d'obtenir que deux convois d'aide à Srebrenica soient débloqués. Les Serbes insistent au préalable sur l'évacuation de Serbes toujours en zone musulmane, à Tuzla.

Le commandant des forces de l'ONU en Bosnie a dénoncé hier «la mauvaise volonté» des autorités musulmanes qui freinent l'évacuation des Serbes de Tuzla. Selon une source de la FORPRONU, 46 Serbes sur un total de 450 ayant formulé la même demande pourraient quitter aujourd'hui cette ville pour regagner Zvornik.

On ignorait si ce nouveau raidissement serbe allait empêcher l'évacuation par hélicoptère de plus de 200 blessés de Srebrenica, prévue pour ce matin avec l'accord de Radovan Karadzic.

De son côté, le représentant du Haut commissariat pour les réfugiés à Sarajevo, Larry Hollingworth, a précisé que la partie serbe laissait partir femmes, enfants et hommes au-dessus de 60 ans. Les Serbes s'opposent à l'évacuation de ceux parmi lesquels se trouveraient, selon eux, des «criminels de guerre» qu'ils veulent arrêter. Selon M. Hollingworth, cela revient à empêcher d'évacuer les hommes en âge de combattre.

Par ailleurs, les tirs de mortier serbes ont fait sept morts et 27 blessés hier à Sarajevo. La journée a été relativement calme dans la capitale bosniaque, mais le grand nombre de promeneurs dans les rues, attirés par un temps printanier, a offert des cibles plus nombreuses.

De sang-froid, un colon juif tue un présumé terroriste

d'après AFP
JÉRUSALEM

Un colon juif des territoires occupés a exécuté hier de sang-froid un Palestinien qui avait les mains liées, mettant en pratique des menaces proférées depuis le début de la vague de violence qui a fait dix morts israéliens en trois semaines.

De plus, hier soir, un soldat israélien a été blessé dans la bande de Gaza occupée par les tirs d'innocents qui ont réussi à prendre la fuite, a-t-on appris de source militaire.

Le Palestinien de 19 ans avait poignardé à l'épaule un colon qui l'avait appréhendé près de l'implantation de Susya (Cisjordanie occupée). Il a été maîtrisé et une grenade a été saisie sur lui. Puis il a été ligoté et mis face contre terre.

Selon un porte-parole militaire, le colon Yoram Shkolnik, alerté par son émetteur-récepteur, est alors arrivé avec d'autres colons sur les lieux. Dégainant son arme, il a tiré huit balles à bout portant sur le Palestinien, le tuant sur le coup. Le colon a été arrêté par la police.

Interrogé à la télévision israélienne, M. Yaaron Shefner, un responsable des colons de Hébron dans le sud de la Cisjorda-

nie, qui a assisté à la scène, a affirmé: «Nous avons pris la grenade du terroriste et Shkolnik est arrivé et a tiré dessus car il craignait qu'il en possède une autre.»

Selon lui, le Palestinien projetait de lancer sa grenade contre une école de Susya au moment où les 300 élèves s'apprêtaient à entrer en classe.

«Chaque Arabe, chaque terroriste qui brandit un couteau ou lance une pierre contre un juif doit savoir qu'il met sa vie en danger», a déclaré M. Aharon Domb, porte-parole des colons.

«Les colons ne font que se défendre contre les attentats des Palestiniens et celui qui a été tué près de Susya appartenait au Fatah (principale composante de l'OLP de Yasser Arafat) et était recherché par l'armée israélienne», a-t-il ajouté.

Les responsables des colonies de peuplement juives de la bande

de Gaza occupée avaient annoncé, le 3 mars, qu'ils tireraient à vue sur les Palestiniens.

Le parti de gauche Meretz, membre de la coalition gouvernementale, a affirmé dans un communiqué que «le crime du Palestinien ne justifie pas que ceux qui le capturent fassent justice eux-mêmes. Personne ne peut s'ériger en juge».

Lundi soir, les colons avaient exprimé leur colère à Jérusalem lors de la plus violente manifestation anti-gouvernementale en dix ans. La police craint la formation d'un «réseau terroriste juif» comme celui qui avait commis en 1981 des attentats contre des personnalités palestiniennes.

Un ancien de ce réseau, M. Hagai Segal, a affirmé à la radio: «À l'époque, nous avons agi car nous pensions que le gouvernement n'était pas à même de nous défendre. Je pense qu'aujourd'hui la situation est beaucoup plus grave

qu'il y a 12 ans, quand nous avions frappé des agitateurs.»

En revanche, deux députés de droite, Naomi Blumenthal (Likoud) et Rafael Eytan (Tsomet), ont proposé hier à la radio que le parlement adopte une loi permettant de «tuer les terroristes sur-le-champ».

L'un des durs du Likoud, le député Ariel Sharon, a pour sa part conseillé au gouvernement d'instaurer la loi martiale dans les territoires occupés.

Le premier ministre israélien Yitzhak Rabin a, de son côté, appelé les Israéliens à «prendre en mains» leur sécurité pour endiguer la vague de violence.

Quant à lui, le rabbin Ovadia Yossef, chef spirituel du parti ultra-orthodoxe sépharade Shass, a affirmé qu'il n'y a pas d'animaux plus mauvais que ces Arabes qui haïssent Israël», rapportait hier l'agence de presse ITIM.

**AVIS LÉGAUX
APPELS D'OFFRES
SOUMISSIONS — ENCANS**

LA COMMISSION
DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE MONTREAL

CM

EL D'OFFRES

cevrà aux heures, dates et
des soumissions pour les
es énumérées ci-dessous.

sions doivent être scellées,
enveloppes fournies à cet
mises de main à main à la
te au 1^{er} étage de :

MISSION DES ÉCOLES
CATHOLIQUES DE MONTREAL

DÉPÔT POUR PLANS	DATE ET HEURE D'OUVERTURE
25 \$	Mercredi, 93-04-07 15 heures
25 \$	Judi, 93-04-08 15 heures
25 \$	Mercredi, 93-04-14 15 heures
25 \$	Judi, 93-04-15 15 heures

neurs peuvent se procurer, d'un haut, une série des plans, d'autres documents de n, moyennant la somme d'un endroit du projet. Chaque payable par chaque visé ou ncaire fait à l'ordre de la doit accompagner leur d'un cautionnement de ou d'un chèque visé de soumission.

Pour plans et devis sera à ceux qui auront présenté sion et qui les retourneront en bon état, dans les huit suivent la date d'ouverture sions; autrement ce dépôt es sous-traitants, le dépôt

et devis n'est pas le.

se s'engage à accepter ni la ni aucune des soumissions

Travaux publics Canada **Public Works Canada**

PRESSION INTÉRÊTS

pour louer des locaux dûment
classés au Gestionnaire régional,
Administration des marchés,
J.-Y. Favreau, 200, boul. René-
Lévesque, Tour Est, 6e étage (courrier

Montréal (Québec) H2Z 1X4,
jusqu'à 15h00, à la date limite
9931-419-1
521412 (A4-645116)
approximativement 1710
mètres carrés utilisables en
espace de bureaux ainsi que
cinq (5) espaces de station-
nement réservés.
31 mars 1993
MONTREAL (Québec)
1er décembre 1993
Cinq (5) ans
CTIONS
du compte que des immeubles
rieur du secteur délimité par le

avis contraire, les emplacements couvrent les deux côtés de la rue des immeubles de bureaux adossés. Les édifices ayant un accès au sous-sol ne seront pas retenus. Les locaux offerts seront au premier ou sur un mezzanine ou sur un mezzanine adjacents. Les locaux seront localisés au rez-de-chaussée ou au premier étage et seront facilement accessibles et adaptés aux personnes handicapées.

tion: Mario Pelletier B.Sc.,
B.A.A.
(514) 496-3349

n'est qu'une demande de ren-
s qui n'engage le Ministère
con.

**LA COMMISSION
DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE MONTRÉAL**

EL D'OFFRES
NO : 4P-415

T D'ACCESSOIRES
PAPIER ET DE
ASTIQUE POUR
CAFÉTÉRIA

mission pour l'appel d'offres
sion devra être présentée
formules fournies par la
sion et déposée au plus
h, le 8 avril 1993.

missionnaires pourront se
le document requis au

ne s'engage à accepter ni basse, ni aucune des offres reçues.

...a, en date du 28 decembre
...été enregistré au bureau de la
d'Enregistrement de Saint-
le 3 janvier 1991 sous le numéro
...the, le 19 mars 1993.
E NATIONALE DU CANADA

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

AVIS DE QUALITE

Le Curateur public donne avis, conformément à l'article 32 de la Loi sur le Curateur public qu'il est curateur d'office aux successions vacantes ou administrateur provisoire des biens délaissés ci-dessous:

1— Biens trouvés sur un cadavre non réclamé:

Nom	Domicilié	Date du décès
DURAND, Maurice	2150, D'Orléans, #18, Montréal	1993-01-12
GAGNÉ, Jacques	10135, St-Denis, Montréal	1993-02-12
HELIE, Bernard	355, Ste-Catherine #302, Montréal	1993-01-04
ROY, Charles-André	8380, St-Hubert, #3, Montréal	1993-01-22

2— Biens situés au Québec dont les propriétaires, les ayants cause ou les héritiers ou successeurs sont inconnus ou introuvables:

Nom	Domicilié	Date du décès
FANNING, Catherine	3468, Melrose, Montréal	1992-05
JUKASZ, Marguerite	725, Henri-Bourassa, #306, Montréal	1992-11-23
LETOURNEAU, Jean-Paul	8, 4e Avenue, St-Fabien	1993-01-18
MC MAHON, Debra	12057, Ste-Georgette, Montréal-Nord	1991-11-26
TEASDALE, Jean-Charles	3935, Laval, #4, Montréal	1993-01-30
WINSTON, Dana-Eva	2015, boul. Grand, #104, Montréal	1992-12-26

3— Sommes non réclamées depuis plus d'un an par les bénéficiaires ou leurs héritiers dans les caisses des bénéficiaires des hôpitaux, centres hospitaliers et centres d'accueil ci-dessous:

Nom	Domicilié
Les Centres d'Accueil du Chemin du Roi	Centre Hospitalier Jacques-Viger
Centre d'Accueil Préfontaine	Foyer St-Marc Inc.
Centre d'Accueil Edmond-Laurendeau	Résidence Christophe-Colomb
Centre de réadaptation Cartier	Villa Mont-Royal Inc.

4— Sommes d'argent destinées au paiement des intérêts et au remboursement des obligations lorsque ces sommes ne sont pas réclamées depuis plus de 3 ans:

Nom	Domicilié
Corporation Municipale Paroisse Notre-Dame-de-Portneuf	

5— Biens délaissés par les personnes morales dissoutes:

Nom	Domicilié
Produits Forestiers Tembec Inc.	Kaufman & Broad Québec Ltd.
Island Homes Inc.	Colonia Development Inc.
Danacol Investment Inc.	Les Entreprises Boivichamp Ltée
Gestion D.G.L.	Les Pétroles M.J.R. Inc.
Projet de la Vallée Champlain Inc.	

6— Produit d'assurance sur la vie des personnes dont les bénéficiaires sont inconnus ou introuvables:

Nom	Date du décès	No de police	Bénéficiaire
PINSONNEAULT, G. Pierre	1991-06-19	6297211	Marie-Lise Pinsonneault

7— Biens délaissés par les successions vacantes:

Nom	Domicilié	Date du décès
AUBIN, Léo-Paul	3295, rue Monk #20, Laval	1992-10-09
BEACHEMIN, Roger	510, rue Cherbourg #203, Longueuil	1992-12-29
BORDUAS, Georges	1590, rue Cherbourg, Saint-Hubert	1992-02-03
BOUCHARD, Pierre	Trois-Rivières	1991-02-22
BRAZEAU, Roger	4430, Rang St-André, St-Cuthbert	1990-06-09
CHENE, Denise	Montréal	1992-10-24
DESHETRES, Benoit	3700, rue Cadillac #2, Montréal	1992-11-17
GUENARD, Gilles	3733, Berri, Montréal	1990-11-26
HAECK, Leopold	3000, Jean-Talon Est #109, Montréal	1992-12-15
LAPERIERRE, Claude	2275, Vallières, Chomedey	1992-11-08
LAPRISE, Alexandrine	St-Jean Chrysostome	1992-11-17
LAPORELLE, Jean	316, chemin St-Roch, Tracy	1992-10-05
MADORE, Dorette	5880, chemin Chamby #317, St-Hubert	1992-10-28
MALO, Gilles	Joliette	1992-09-27
MORIN, Benoit	789, rue Ozias-Leduc, #1, Otterburn Park	1987-09-03
NANTELL, René	2839, rue Coleraine, Montréal	1992-10-09
TRUDEL, Joseph	3590, rue Pellissier, #26, Ste-Foy	1992-10-11

Le Curateur public remettra sauf exception des successions vacantes, les biens et les revenus produits depuis le début de son administration provisoire au propriétaire ou aux héritiers qui se manifestent dans les dix ans du début de sa gestion.



Le
Curateur public
du Québec

Pour toute information,
veuillez communiquer à l'adresse ci-dessous.

Direction des Biens Délaissés
600, boul. René-Lévesque O., bureau 500
Montréal (Québec) H3B 4W9

AVIS À TOUS LES CRÉANCIERS DE LA COMPAGNIE TRUST CENTRAL GUARANTY

AVIS EST DONNÉ que le 31 décembre 1992, Deloitte & Touche Inc. a été nommé liquidateur provisoire de la Compagnie Trust Central Guaranty (« Central ») CONFORMÉMENT À LA LOI SUR LES LIQUIDATIONS (Canada).

Toutes les personnes ayant des réclamations contre Central au 31 décembre 1992 devront déposer auprès de Deloitte & Touche Inc. la preuve de leurs réclamations devant comporter le nom et l'adresse du créancier au complet, la description détaillée de la créance et la nature et le montant de la garantie de la créance s'il y a lieu, et une évaluation de cette dernière attestée par une déclaration sous serment du créancier.

Les formulaires de preuve de créance peuvent être obtenus de Deloitte & Touche Inc., à l'attention de M. Nigel Davies, 390 Bay Street, Suite 2400, Toronto, Ontario M5H 2Y2, et doivent être déposés à cette adresse avant le 30 avril 1993 inclus.

AVIS EST ÉGALEMENT DONNÉ qu'au cas où un créancier de Central omettrait de déposer une preuve de réclamation telle que requis, le liquidateur provisoire pourra procéder à la distribution de tout ou partie de l'actif, sans égard à la réclamation en question.

SI VOUS AVIEZ DÉPOSÉ DE L'ARGENT AUPRÈS DE CENTRAL, VEUILLEZ IGNORER CE PRÉSENT AVIS, CAR LA BANQUE TORONTO-DOMINION A PRIS EN CHARGE LA RESPONSABILITÉ DE CET ARGENT.

DELOITTE & TOUCHE INC.
Liquidateur provisoire de la
Compagnie Trust Central Guaranty

Deloitte &
Touche

VILLE DE
POINTE-CLAIRE
APPEL D'OFFRES
Soumission: #931

Description :
Nous demandons des soumissions pour la vente d'une parcelle de terrain non viabilisée dont la limite à l'ouest est en partie sur la rue Radisson, au sud sur l'avenue Les Canots, à l'est en partie sur l'avenue Avro et borné au nord par le parc industriel des Sources.

Les soumissions doivent être adressées au Conseil de la Ville de Pointe-Claire et livrées au Gérant de l'Approvisionnement de la Ville, à l'Hôtel de Ville, au 451, boul. St-Jean, Pointe-Claire, Québec le plus tard à onze heures (11 h) le

MERCREDI 7 AVRIL 1993
Les soumissions seront ouvertes en public à l'Hôtel de Ville à onze heures à la date indiquée ci-dessus.

Les enveloppes contenant les soumissions doivent être marquées clairement quant à leur contenu.

Les documents de soumission peuvent être obtenus au Service de l'Approvisionnement contre un dépôt non remboursable de 25 \$ fait à l'ordre de la Ville de Pointe-Claire.

Un chèque certifié ou un cautionnement de soumission représentant au moins dix pour cent (10%) du montant total de la soumission doit être inclus avec chaque soumission.

La plus haute ou toute autre soumission ne sera pas nécessairement acceptée. Donnée à Pointe-Claire, ce vingt-quatrième jour de mars 1993.

Denis Robillard
Gérant — Approvisionnement

AVIS

Avis est par les présentes donné conformément à l'article 1571d du Code civil, qu'un acte de transfert et cession de toutes les créances présentes ou futures de Séchoirs Boisbriand Inc. ayant sa principale place d'affaires à Boisbriand en faveur de la Banque Nationale du Canada, en date du 3 septembre 1991, a été enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne le 5 septembre 1991 sous le numéro 965769.

BANQUE NATIONALE DU CANADA

VILLE DE
POINTE-CLAIRE
APPEL D'OFFRES

Soumission: #932

Description:
Fournir de l'asphalte chaud de différents mélanges pour l'année 1993, en la ville de Pointe-Claire.

Les soumissions doivent être adressées au Conseil de la Ville de Pointe-Claire et tournées au Gérant de l'Approvisionnement de la Ville, à l'Hôtel de Ville, 451, boul. St-Jean, Pointe-Claire, Québec, pas plus tard que onze heures (11 h) le

MERCREDI 7 AVRIL 1993
Les soumissions seront ouvertes en public à l'Hôtel de Ville, à onze heures la journée de la fermeture des soumissions.

Les enveloppes contenant les soumissions doivent être marquées clairement quant à leur contenu.

Les documents pourront être obtenus au Service de l'Approvisionnement.

Un chèque certifié ou un cautionnement représentant au moins dix (10%) pourcent du montant total de la soumission doit être inclus avec chaque soumission.

La plus basse ou toute autre soumission ne sera pas nécessairement acceptée. Donnée à Pointe-Claire, ce vingt-quatrième jour de mars 1993.

Denis Robillard
Gérant — Approvisionnement

AVIS est par les présentes donné, selon l'art. 31 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q. 1977, c. P-10), que les garanties créées par un acte de fiducie passé devant Me Jean-Guy Bergeron, notaire, le 11 février 1991, sous le numéro 3379 de ses minutes entre Aero-Plus Travellers Services Inc. et Compagnie Montréal Trust, à titre de fiduciaire, et enregistré aux bureaux d'enregistrement de Montréal et Terrebonne, sont devenues exécutoires, cristallisées et réalisables à la suite du défaut de ladite compagnie en vertu dudit acte de fiducie.

Montréal, ce 22e jour de mars 1993.

COMPAGNIE MONTRÉAL TRUST,
fiduciaire



Société
québécoise
d'assainissement
des eaux

Travaux dans la municipalité d'Yamachiche
Comité de Maskinongé
Appel d'offres no: 0411-40-01-41-42

Partie "A" - Travaux d'assainissement
Construction d'une station d'épuration du type "étangs séchés" comprenant un bâtiment de service, un poste de pompage et divers travaux connexes.

Partie "B" - Travaux municipaux
Construction d'un poste de pompage, fourniture et installation d'une conduite de roulement sur une longueur d'environ 2 000 mètres et divers travaux connexes.

DOCUMENTS DISPONIBLES: SOAE, Service gestion des contrats, 25H, rue de Lauzon, Boucherville (Québec) J4B 1E7 Tél.: (514) 449-4224.

PRIX: 125,00 \$ (taxes incluses) non remboursable, par chèque visé ou mandat payable à la Société.

De plus, pour cet appel d'offres, les soumissionnaires devront prendre connaissance du "Cahier des clauses générales d'appel d'offres, Société québécoise d'assainissement des eaux", publié par Les Publications du Québec (édition 1989). Ce cahier fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

LIEUX DE CONSULTATION: Hôtel de Ville d'Yamachiche; Ass. de la construction de Montréal et de Québec; ACRGTO de Québec et de Montréal; Ass. de la construction de Québec, Région de la Mauricie-Bois-Francs; Société à Boucherville.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS: Hôtel de Ville d'Yamachiche : s/s M. Paul Desautniers, secrétaire-trésorier, 951, rue Sainte-Anne, Yamachiche (Québec) G0X 3L0. Le: jeudi 15 avril 1993 à 15H00.

GARANTIE DE SOUMISSION: MONTANTS:
100 000,00\$ Partie "A" - Travaux d'assainissement
18 000,00\$ Partie "B" - Travaux municipaux

FORME: Deux chèques visés tirés sur une institution bancaire faisant affaires au Québec ou deux cautionnements de soumission.

RENSEIGNEMENTS: Monsieur Jacques Boulet - Tél.: (418) 683-1328.

Seules les personnes, sociétés et compagnies, ayant leur principale place d'affaires au Québec, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société sont admises à soumissionner.

La Société et la municipalité d'Yamachiche ne s'engagent à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Marc Pinsonneault, L.L.B., B.Sc.
Directeur, gestion des contrats

P 24-03-93

APPEL D'OFFRES

2737-8694 QUÉBEC INC.
(Édifices industriels et à bureaux)

L'agent soussigné recevra à son bureau des soumissions jusqu'à 15 heures le 9 avril 1993 pour l'achat de tous les droits, titres et intérêts qu'il détient dans les biens suivants :

Lot no. 1 : Immeuble sis au 126 - 130 Elmslie, Ville Lasalle
Lot no. 2 : Immeuble sis au 1325 Newton, Boucherville

Les soumissions doivent être accompagnées d'un dépôt sous forme de chèque visé fait à l'ordre de Caron Bélanger Ernst & Young Inc., Agent, et dont le montant représente quinze pour cent (15 %) du montant de la soumission, lequel dépôt sera retourné au soumissionnaire dont l'offre ne sera pas acceptée et sera confisqué à titre de dommages si le soumissionnaire dont l'offre sera acceptée ne conclut pas la vente. Le solde du prix devra être payé sous forme de chèque visé ou de traite bancaire, selon les termes des Conditions de vente sousmentionnées.

Les soumissions peuvent être faites pour l'achat individuel ou « en bloc » des lots, mais les soumissions d'achat « en bloc » doivent faire état d'un prix distinct pour chaque lot.

Les soumissions doivent être scellées et porter bien en vue au recto de l'enveloppe, la mention « SOUMISSION - 2737-8694 QUÉBEC INC. »

La soumission la plus élevée ou toute autre soumission ne sera pas nécessairement acceptée. Toutes les soumissions seront assujetties aux Conditions de vente qui feront partie des présentes et qui peuvent être obtenues du soussigné.

Un rendez-vous pour une visite de l'immeuble peut être obtenu en s'adressant à Solange Chapuis au (514) 875-6060 (télécopieur : (514) 871-8713).

CARON BÉLANGER ERNST & YOUNG INC.
Agent pour Trust Général du Canada

CARON BÉLANGER
ERNST & YOUNG

1, Place Ville Marie, bureau 2400
Montréal (Québec) H3B 3M9
Tél.: (514) 875-6060



COMITÉ D'ACHATS REGROUPÉS
DE
LA MONTRÉGIE
APPELS D'OFFRES 1993-1994

Le Comité d'achats regroupés de la Montérégie (pour les organismes participants), demande des soumissions pour la fourniture du matériel des projets suivants:

Projet 01-93-94	Papier impression et carton
Projet 03-93-94	Papier informatique (imprimante et stock tab)
Projet 04-93-94	Fourniture de sacs à ordures
Projet 05-93-94	Papier hygiénique
Projet 06-93-94	Éclairage
Projet 10-93-94	Filtres à air
Projet 12-93-94	Enveloppes de papier recyclé
Projet 14-93-94	Fournitures de bureau (papeterie)
Projet 15-93-94	Fournitures informatiques (disquettes et rubans)
Projet 16-93-94	Étiquettes autocollantes en formule continue

Les documents d'appel d'offres seront disponibles au secrétariat du Comité d'achats regroupés de la Montérégie (Mme Jacqueline Nadeau), au 1890, boulevard Marie, Saint-Hubert à compter du 30 mars 1993, entre 8 h 30 et 16 h. Les documents d'appel d'offres vous seront remis moyennant un versement non remboursable de 25 \$ par projet (T.P.S. incluse), sous forme d'argent, mandat ou chèque émis à l'ordre de la Commission scolaire Taillois. (Aucun chèque personnel ne sera accepté).

Les soumissions pour les projets 01-93-94, 03-93-94, 04-93-94, 05-93-94, 06-93-94 et 10-93-94 seront reçues sur les formulaires prévues à cette fin, dûment signées et sous enveloppes cachetées fournies à cet effet au Comité d'achats regroupés de la Montérégie, 1890, boulevard Marie à Saint-Hubert, jusqu'à 10 h (heure locale en vigueur), le mercredi 21 avril 1993 pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Les soumissions pour les projets 12-93-94, 14-93-94, 15-93-94 et 16-93-94 seront reçues sur les formulaires prévues à cette fin, dûment signées et sous enveloppes cachetées fournies à cet effet au Comité d'achats regroupés de la Montérégie, 1890, boulevard Marie à Saint-Hubert, jusqu'à 14 h (heure locale en vigueur), le mercredi 21 avril 1993 pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Le Comité d'achats regroupés de la Montérégie ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues. Il se réserve le droit d'accepter celles-ci en tout ou en partie.

LE COMITÉ D'ACHATS REGROUPÉS DE LA MONTRÉGIE



VILLE MONT-ROYAL
APPEL D'OFFRES

VÉRIFICATION, NETTOYAGE, MISE EN MARCHÉ ET SERVICE
D'ENTRETIEN DES SYSTÈMES DE CLIMATISATION ET DE VENTILATION
POUR LES BATIMENTS MUNICIPAUX DE VILLE MONT-ROYAL

CONTRAT T-10-1-3

Des soumissions cachetées seront reçues par la superviseuse de l'Approvisionnement, à l'Hôtel de Ville, 90, avenue Roosevelt, Ville Mont-Royal, Québec, jusqu'à 11 h le jeudi 8 avril 1993.

Les soumissions seront ouvertes en public immédiatement après l'heure indiquée, à l'Hôtel de Ville, 90, avenue Roosevelt, Ville Mont-Royal.

On peut se procurer le dossier d'appel d'offres au bureau de la soussignée.

Ville Mont-Royal ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et ce, sans encourir aucune dépense ou obligation envers les soumissionnaires.

Manon L. Milot
La superviseuse de l'Approvisionnement



La Fédération
des commissions
scolaires
du Québec

APPEL D'OFFRES PUBLIC PROVINCIAL

ENTRETIEN ET RÉPARATION
D'ASCENSEURS 092-93-32
(Dossier provincial couvrant
54 ascenseurs)

Jusqu'au 15 avril 1993 à 9 h, la Fédération des commissions scolaires du Québec recevra des soumissions sous enveloppe scellée pour le service d'entretien et de réparation d'ascenseurs G92-93-32.

Documents disponibles

À compter du 24 mars 1993, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h, toute personne ou société peut se procurer la documentation nécessaire à cet appel d'offres, moyennant un versement de 50 \$ non remboursable pour le cahier des charges, au siège social de la Fédération, 1001 avenue Bégon, C.P. 490, Sainte-Foy (Québec) G1V 4C7. La documentation peut aussi être acheminée par la poste aux mêmes conditions.

Ouverture

L'ouverture des soumissions reçues se fera au siège social de la FCSQ le 15 avril 1993 à 9 h. La FCSQ ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres reçues et ouvertes. Elle se réserve également le droit de les retenir en tout ou en partie. Pour de plus amples renseignements, vous pouvez communiquer avec Mme Hélène Fournier, conseillère au Service des ressources matérielles de la FCSQ, au (418) 651-3220.

MÉCANIQUE D'ENTRETIEN
PRÉVENTIF ET PROSPECTIF
INDUSTRIEL ET MÉCANIQUE
D'ENTRETIEN EN COMMANDES
INDUSTRIELLES 092-93-37
(Équipements spécialisés,
informatique, logiciels, bancs
d'essai, etc.)

Jusqu'au 14 avril 1993 à 10 h, la Fédération des commissions scolaires du Québec recevra les soumissions sous enveloppe scellée pour l'achat regroupé en mécanique d'entretien (préventif et prospectif industriel et commandes industrielles) C92-93-37.

Documents disponibles

À compter du 24 mars 1993, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h, toute personne ou société peut se procurer la documentation nécessaire à cet appel d'offres moyennant un versement de 50 \$ non remboursable pour le cahier des charges, au siège social de la Fédération, 1001 avenue Bégon, C.P. 490, Sainte-Foy (Québec) G1V 4C7. La documentation peut aussi être acheminée par la poste aux mêmes conditions.

Conditions

Pour que la soumission soit considérée, elle doit être accompagnée d'une garantie de 10 % du montant total de la soumission incluant toutes les taxes sous forme de chèque visé, de mandat ou de cautionnement de soumission émis par une compagnie légalement habilitée à se porter caution dans la province de Québec.

Ouverture

L'ouverture des soumissions reçues se fera au siège social de la FCSQ le 14 avril 1993 à 10 h. La FCSQ ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et ouvertes. Elle se réserve également le droit de les retenir en tout ou en partie. Pour de plus amples renseignements, vous pouvez communiquer avec Mme Hélène Fournier, conseillère au Service des ressources matérielles de la FCSQ, au (418) 651-3220.

M. Aurèle Hudon

Directeur des services administratifs et éducatifs

LE GOÛT DU PUBLIC

QUALIFICATION DES INGÉNIEURS
MARCHÉ INDUSTRIELProgramme d'analyses énergétiques pour
les systèmes de pompage, de ventilation et
de compression (SPVC)

Pour satisfaire aux conditions de présélection, les entreprises industrielles, les municipalités et les firmes d'ingénieurs-conseils doivent posséder une expérience pertinente dans les secteurs d'activité de ce programme. Les ingénieurs à leur service doivent avoir acquis les connaissances et l'expérience requises dans le domaine des SPVC.

Les ingénieurs présélectionnés qui seront appelés à réaliser les analyses énergétiques devront suivre une séance de formation portant sur le ou les systèmes visés.

Pour obtenir la documentation sur la qualification des ingénieurs, communiquez avec Valorex en composant, le 1 800 363-4088 ou en écrivant à l'adresse suivante :

Valorex inc.
375, boul. Roland-Therrien
Bureau 400
Longueuil (Québec)
J4H 4A6

À l'attention de Madame Michelle Otis, ing.

Télécopieur : (514) 442-9996

Note : Seules les candidatures des ingénieurs membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou détenteurs d'un permis de travail temporaire émis par l'O.I.Q. seront retenues.

Hydro-Québec



COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES
Direction des Services de l'Équipement
DÉPARTEMENT DES ACHATS

APPEL D'OFFRES 92-93-51

PROJET:
Aménagement au sous-sol des ailes
« A », « B » et « C »

ENDROIT:
École polyvalente Curé-Mercure
700, boul. Dr-Gervais
Saint-Jovite (Québec) J0T 2H0

PROPRIÉTAIRE:
Commission scolaire des Laurentides
13, rue Saint-Antoine
Sainte-Agathe-des

LA CRISE RUSSE

Importante manif de soutien à Eltsine à Saint-Petersbourg

Agence France-Presse
MOSCOU

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté hier soir au centre de Saint-Petersbourg, sur la place du Palais, en soutien au président russe Boris Eltsine, selon des images montrées à la télévision de la CEI.

Il s'agit de la plus grande manifestation dans la deuxième ville de Russie depuis les journées du coup d'Etat manqué d'août 1991, où un meeting monstre s'était tenu sur cette même place pour s'opposer aux putschistes, a souligné la télévision.

S'adressant à la foule, le maire de Saint-Petersbourg, Anatoli Sobtchak, a souligné que, «à nouveau comme alors, les communistes aspirent à revenir au pouvoir», selon l'agence ITAR-TASS.

Il s'agit d'une lutte «entre partisans et adversaires des réformes», a-t-il ajouté.

M. Sobtchak, un des chefs de file du mouvement réformateur en Russie, est membre du conseil présidentiel, organe consultatif auprès de Boris Eltsine. Le conseil présidentiel s'est réuni hier après-midi à Moscou.



Gorbatchev est prêt à jouer un rôle, mais pas tout de suite

Presse Canadienne
CALGARY

Un porte-parole de l'Université de Calgary, Rod Chapman, s'est réjoui, hier, «d'avoir reçu des appels téléphoniques du magazine Time, du New York Daily News, d'un service de photo de la France et de stations de télévision de tous les coins du pays».

La raison en est la visite que doit faire aujourd'hui à l'université l'ex-président de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev.

Au cours de la semaine qu'il passera au Canada, M. Gorbatchev se rendra à Vancouver, Montréal, Ottawa et Toronto, en plus de Calgary.

A Ottawa, il doit avoir un entretien privé avec le premier ministre Brian Mulroney. À Montréal, il rencontrera son «vieux ami» Pierre Trudeau.

Dans une entrevue, lundi, M. Gorbatchev a déclaré qu'il serait prêt à jouer de nouveau un rôle politique en Russie, «s'il apparaissait une demande dans l'opinion publique».

M. Gorbatchev s'est empressé de préciser, cependant, que la situation actuelle dans son pays, où le président Boris Eltsine lutte pour sa survie politique, ne semblait pas répondre à cette condition.

Liens

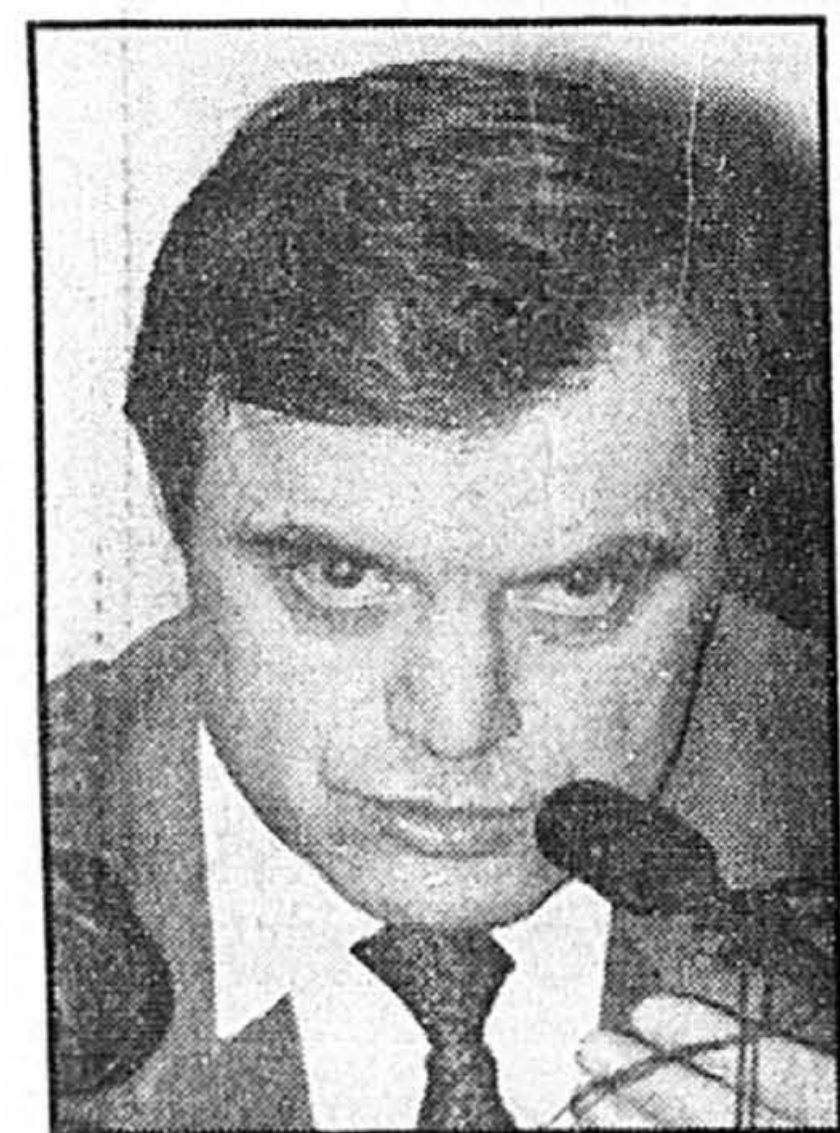
M. Gorbatchev a visité le Canada à deux reprises dans le passé. La première en 1983, à titre de ministre de l'Agriculture, et la se-

conde en 1990, comme président de l'URSS.

De la visite actuelle, son organisatrice, Brenda Kennedy, a dit que l'un des buts est «de promouvoir des liens commerciaux et culturels entre le Canada et la Russie».

«On essaie également, a-t-elle ajouté, de valoriser la place des Canadiens dans les affaires internationales et d'encourager une perspective globale.»

L'Université de Calgary et la Fondation Gorbatchev doivent conclure une entente, à l'occasion du passage de l'ancien président russe, pour promouvoir des projets de recherche, des conférences, des échanges d'étudiants et des opérations commerciales.



L'opposition à Eltsine est très présente dans les rues de Moscou...

Les partisans du président du Parlement russe, Rouslan Khasboulatov (à gauche), le principal adversaire du président Boris Eltsine, sont souvent des membres de la vieille garde communiste qui ne s'en cachent d'ailleurs pas, comme ces manifestants qui arborant des drapeaux soviétiques (ci-haut) ou encore des images de Lénine et Staline. Les partisans de Khasboulatov se sont faits très présents aux environs de l'édifice du Parlement.

Aide à la Russie: ne pensons plus en comptables, dit Mulroney

d'après PC
OTTAWA

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a longtemps plaidé en faveur d'une aide accrue à la Russie, hier aux Communes, dans le but d'appuyer les réformes démocratiques du président Boris Eltsine.

Les pays industrialisés ne respectent pas leur engagement, s'est plaint M. Mulroney.

«Il est temps que les leaders du monde relèvent ce grand défi. Qu'ils cessent de penser comme des comptables et qu'ils

commencent à penser comme des chefs d'Etat et des visionnaires», a-t-il défendu.

Selon lui, l'effort collectif de l'Occident pour soutenir le processus de démocratisation en Russie laisse à désirer.

«Je crois que jusqu'ici la réponse collective de l'Ouest a été hésitante et timide, et certainement pas à la mesure des besoins exprimés et de l'occasion qui nous est offerte», a soutenu le premier ministre.

L'aide de 24 milliards promise par les pays industrialisés tarde à venir, a-t-il rappelé. Le Canada a toutefois prêté par l'exemple. Il s'est engagé à verser 2,3 milliards et en a accordé 2,1.

Et ce n'est pas tout. Le gouvernement ca-

nadien est prêt à autoriser des crédits supplémentaires pour venir en aide au président russe. Ce sera une «aide raisonnable», s'est contenté de souligner le premier ministre.

Il a reconnu que les coffres du gouvernement n'étaient pas bien garnis mais que les Canadiens comprendraient, vu «les circonstances exceptionnelles».

Le Canada est également d'accord avec le président Clinton et le président français François Mitterrand pour tenir une réunion des chefs d'Etat du Groupe des Sept sur la crise russe. Les États-Unis plaident en faveur d'une aide mieux ciblée et mieux coordonnée entre les pays occidentaux.

Une réunion du G-7 devait se tenir cet été à Tokyo, mais il y aurait peut-être lieu de la devancer, croit le premier ministre, car «les événements se succèdent à un rythme extraordinaire».

«Seuls les chefs de gouvernement sont en mesure de donner des directives et le leadership politique qui s'imposent», a-t-il déploré.

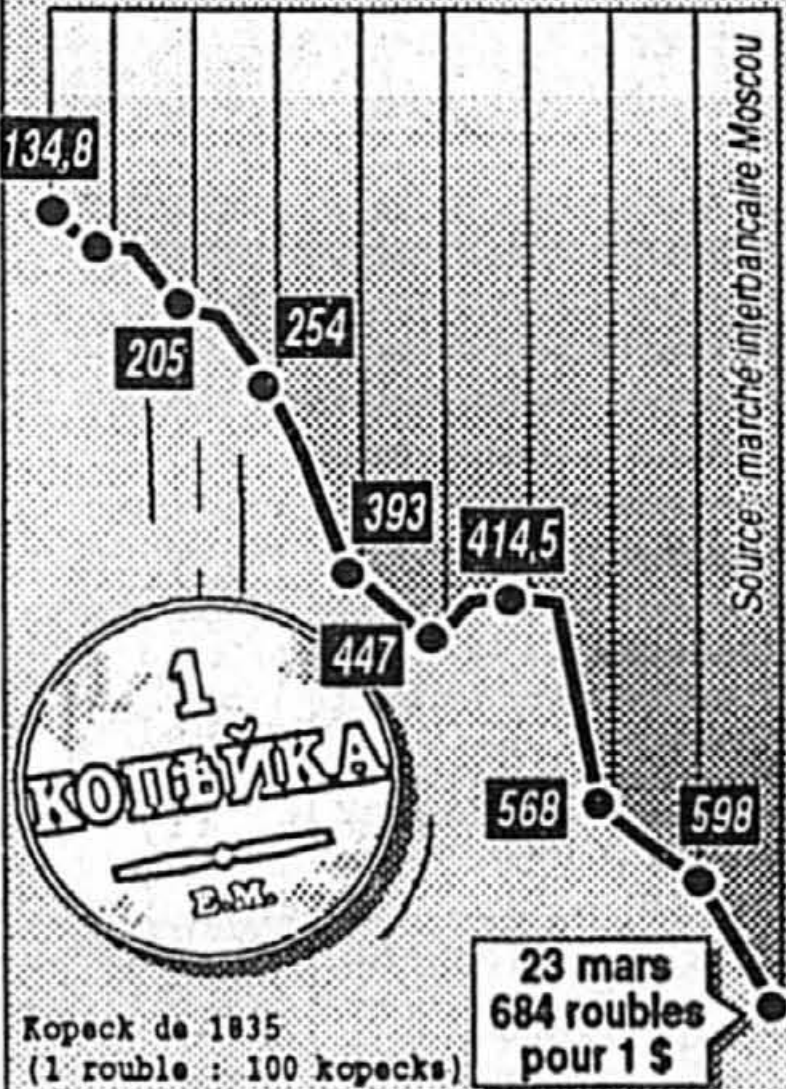
Sur toute nouvelle aide à Moscou, le Canada demeure souple.

Si par contre, les pays industrialisés penchent plutôt en faveur d'une réunion des ministres des Finances et des ministres des Affaires étrangères, alors le Canada embittera le pas, a conclu M. Mulroney.

LA CHUTE DU ROUBLE

Taux de change pour un dollar

1992
Juil. août sept. oct. nov. déc. jan. fév. mars 1993



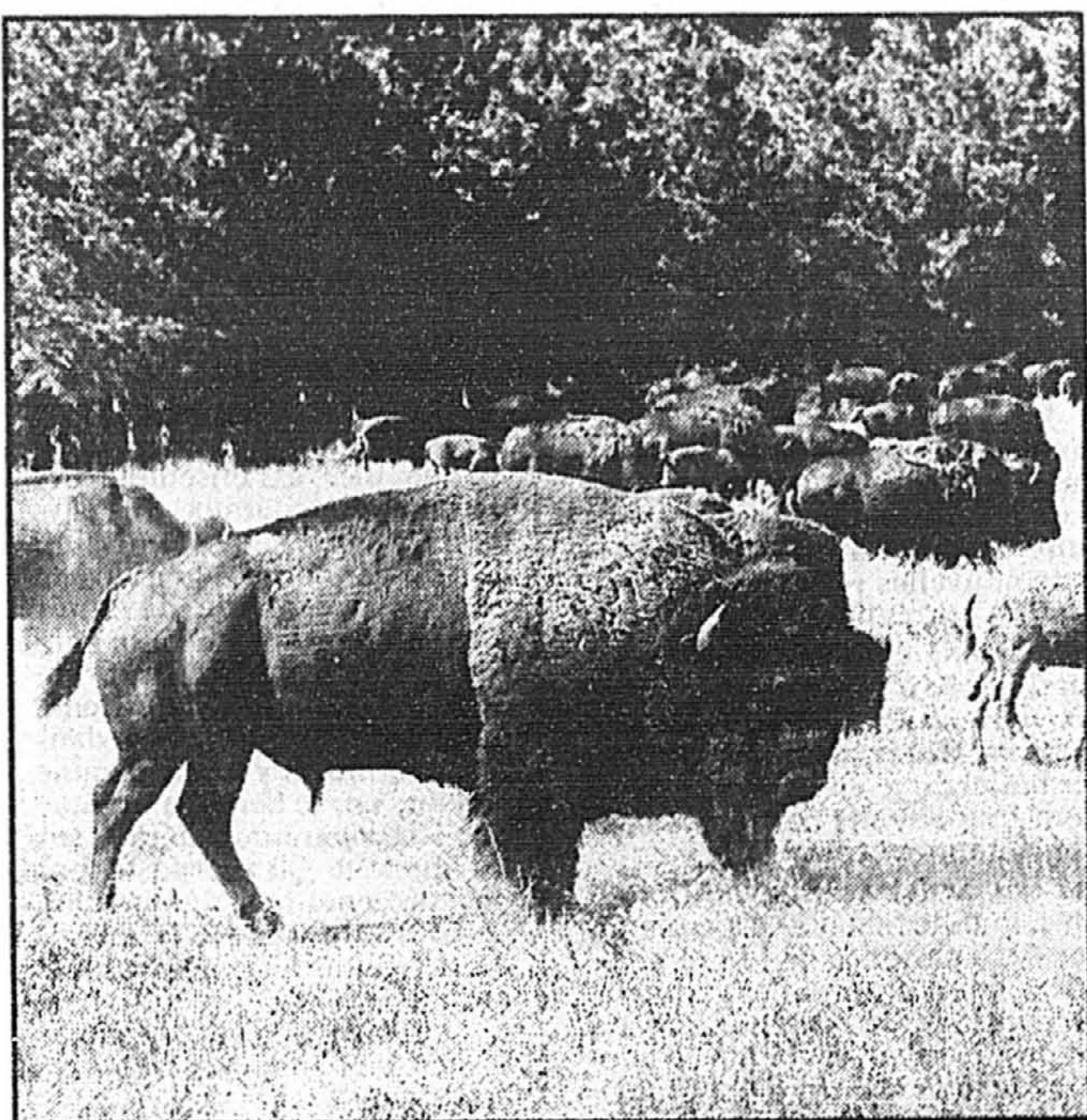
Pas d'accord sur la dette avec l'Ukraine

Agence France-Presse
WASHINGTON

L'instabilité politique en Russie empêche la signature formelle d'un accord avec l'Ukraine sur la question de la dette de l'ex-URSS, a déclaré hier à Washington Viktor Pynzenyk, vice-premier ministre ukrainien chargé de l'Economie.

Les deux pays étaient parvenus à un accord portant sur l'option dite «zéro plus», selon laquelle la Russie prendrait en compte la totalité de la dette de l'ex-URSS moyennant le transfert à l'Ukraine de certaines propriétés de l'ex-URSS à l'étranger, ainsi que sur les prix du gaz et du pétrole et les droits de transit de ces matières premières vitales pour l'Ukraine.

Pour sa première visite à Washington, M. Pynzenyk a présenté l'état des réformes économiques de son pays, qu'il estime encourageant, aux autorités américaines, ainsi qu'au Fonds monétaire international et à la Banque Mondiale. M. Pynzenyk n'a pas négocié de programme d'aide avec les États-Unis mais il a discuté d'un programme d'assistance avec le FMI et la Banque Mondiale.



Le bison, un animal pouvant atteindre 1000 kilos et qu'il vaut mieux respecter.

Le bison fait les délices des gourmets belges

Reuter
BASTOGNE, Belgique

Des promeneurs qui flânaient récemment dans les épaisses forêts des Ardennes belges ont alerté les autorités de la petite ville de Bastogne, pour leur signaler que des bisons s'étaient échappés du zoo régional.

Il n'en était rien. Ces bovins des grandes plaines d'Amérique du Nord attendaient plus prosaïquement d'être débités en tranches pour satisfaire les papilles des gourmets belges.

«Cela surprend les promeneurs», admet Jean-François D'Hoffschmidt, l'un des éleveurs locaux qui ont acclimaté dans le sud de la Belgique d'imposants bisons américains.

Si les flâneurs se frottent encore les yeux, son troupeau de 200 têtes, laissé en semi-liberté sur 100 hectares de forêts et de prairies, semble parfaitement dans son élément.

Les 170 animaux adultes, importés par avion-cargo du Wyoming et du Wisconsin, ont déjà donné naissance à 30 petits bisons sur le sol belge depuis le lancement de l'expérience, en 1990.

Jean-François D'Hoffschmidt et quatre autres éleveurs de la région étaient à l'époque confrontés aux difficultés classiques que connaissent les exploitations familiales dans la Communauté européenne: quotas laitiers et chute des cours du boeuf.

«C'était risqué, affirme-t-il. Cela n'avait jamais été tenté en Europe sur cette échelle et nous n'étions pas certains de trouver des débouchés.»

Après quelques problèmes d'adaptation — la région est très humide et quelques animaux sont tombés malades — leurs inquiétudes se sont rapidement envolées.

Engouement des gourmets
L'engouement pour les gibiers exotiques, servis par un nombre croissant de restaurateurs belges, est spectaculaire.

Le bifteck de bison grillé, l'autruche d'Afrique du Sud à l'estragon, le filet d'antilope de Nouvelle-Zélande aux aïelles, et la queue d'alligator américain flambee côtoient désormais le marcassin traditionnel sur leurs cartes ou dans les rayons boucherie des supermarchés.

«Le Belge recherche l'exotisme, explique Jacques De Backer, acheteur de la chaîne de supermarchés Delhaize. Et puis, cela fait bien de servir du bison à des amis.»

Selon l'Institut national des statistiques, la Belgique importe plus de 2500 tonnes de gibier exotique par an, soit la moitié de la venaison consommée dans le pays.

Dans un premier temps, le bison a été importé des États-Unis mais, en 1991 et 1992, plus des deux tiers de la viande de bison achetée en Belgique sont venus du troupeau de Bastogne.

Les arguments diététiques jouent également en faveur de cette viande, dont le goût se rapproche de celui du boeuf.

«Le bison est deux fois plus maigre que le porc et il contient beaucoup plus de protéines que les viandes classiques», déclare Corinne Savelkoul, une diététicienne belge.

Le bison ardennais fait fureur dans la capitale belge, en dépit de son prix élevé.

«J'ai des clients qui ne viennent que pour le bison», souligne Michel De Gervais, propriétaire du restaurant bruxellois Le Vieux Pannehuis. Si c'était moins cher, j'en vendrais dix fois plus.»

Un coin de prairie américaine

Les prix élevés s'expliquent par les coûts de production exorbitants de cet élevage naissant. Les éleveurs ont dû investir près de 20 millions de francs belges pour acheter et transporter les animaux, qui se reproduisent très lentement.

Sans aller jusqu'à imiter les Indiens d'Amérique, qui en utilisaient toutes les parties, les éle-

veurs ardennais font en outre le commerce de peaux.

Pour des hommes habitués à manier des boeufs placides, l'élevage de ces animaux qui pèsent une tonne à l'âge adulte requiert du doigté.

«Ils sont lourds, forts et ne recherchent pas le contact avec l'homme. Il faut les respecter, ne pas les provoquer», explique Jean-François D'Hoffschmidt.

Mais l'intense jubilation de voir les prairies ardennaises ressembler aux plaines du film *Danse avec les loups* est parfois au rendez-vous.

«Quand ils courent, raconte l'éleveur, on entend le tonnerre de leurs sabots sur le sol. C'est comme si nous avions recréé en Belgique un petit coin de la prairie nord-américaine.»

Les autruches supplantent les vaches dans les prés français

Agence France-Presse
CHÂTEAUBRIANT, France

Les prés des alentours de Châteaubriant offrent un paysage inattendu: la société France Autruche y élève 4000 autruches et émeus (un cousin de l'autruche) dont elle compte prochainement vendre la viande en France.

Alain Sauvager, 29 ans, fondateur de France Autruche, a été le premier agriculteur français à parier sur la commercialisation de la viande d'autruche et d'émeu, qui devrait être autorisée en France dans une quinzaine de jours.

Il pourra enfin, après quatre ans sans recette, toucher les dividendes de son entreprise, qui constitue le plus vaste des élevages français d'oiseaux coureurs. Les 14 autres ne possèdent en moyenne qu'une trentaine d'animaux.

Jeune producteur de gibier d'élevage, Alain Sauvager a

entendu parler d'autruches pour la première fois en 1987. Plusieurs pays européens étaient déjà consommateurs, comme la Suisse et l'Allemagne, mais le produit restait interdit en France, pour des raisons sanitaires.

Cet obstacle n'a pas freiné l'enthousiasme de l'éleveur, qui en 1988 a ramené d'Afrique du Sud 60 autruches et émeus. Quatre ans plus tard, son élevage compte 3000 émeus et 1000 autruches.

«Nous avons été surpris de la résistance de ces animaux qui passent tout l'hiver dehors: même la neige ne les a pas gênés», raconte M. Sauvager.

Les banquiers se sont laissés séduire: un pool a prêté aux entrepreneurs plus de deux millions de dollars, qui leur ont permis de créer des installations technologiquement avancées.

Couveuses spéciales
Des couveuses spéciales, où l'oeuf est retourné automatiquement toutes les heures pendant

les deux mois d'incubation. De petits enclos grillagés accueillent les poussins qui, nourris de céréales broyées, atteignent en quelques semaines 50 cm de haut. Les adultes sont laissés en liberté dans des prés entourés de solides grillages.

L'abattage est délicat: impossible de tuer les autruches dans les installations prévues pour les bovins ou les poulets. France Autruche construit donc des installations ad hoc, inspirées des chaînes d'abattage de volailles, mais qui permettent aussi de récupérer la peau de l'animal.

Les dirigeants de la société ont en effet déjà mis au point des prototypes d'objets de maroquinerie en peau d'autruche, mais aussi en peau d'émeu, plus délicate. L'activité cuir restera pourtant secondaire par rapport à la viande.

«Pour les recettes, nous avons

même étudié celles des aborigènes d'Australie», a expliqué M. Sauvager. France Autruche prévoit de produire 200 à 300 tonnes de viande par an grâce à un cheptel porté à 10 000 animaux. Les meilleurs morceaux seront vendus quelque 60 dollars le kilo.

France Autruche est déjà en relation avec de grands restaurateurs. «La chair de l'autruche et de l'émeu sont extrêmement tendres, on ne peut pas ne pas les aimer», affirme M. Sauvager. «C'est une viande rouge d'une texture unique, très maigre puisqu'elle ne contient que 2 p. cent de matière grasse, au goût de gibier. Mais l'émeu est plus adapté au goût européen.»

Les agriculteurs de la région se sont vite convertis. France Autruche a associé une douzaine de fermes des environs et le pâturage de leurs 4000 bêtes s'étend désormais sur une centaine d'hectares.

EXPOSITION DE TIMBRES
Millions de timbres, enveloppes et cartes postales présentés et offerts par 70 détaillants
26 - 28 mars
À la place Bonaventure
Montréal
Ven.: 11h à 20h. Sam.: 10h à 18h. Dim.: 10h à 17h
ADMISSION GRATUITE
Prix de participation à tous les visiteurs de moins de 15 ans
\$3,000 en prix d'entrée, tirage à toutes les heures

Économisez jusqu'à 70\$ par année
Installez une pomme de douche à débit réduit.

EcoKILO 333-KILO

Forfait SKI ET GASTRONOMIE
71.00
PERSONNE OCE DOULE PAR JOUR, 3 JOURS MINIMUM TAXES & SERV. INCLUS
Hôtel Château Bellevue
16, rue Laporte, Québec, Qc, Canada G1R 4M9
(418) 692-2573
Pour réservation seulement
For reservation only
1-800-463-2617
Hôtel Château Laurier
695, Grande-Allée Est, Québec, Qc, Canada G1R 2K4
(418) 522-8108
Pour réservation seulement
For reservation only
1-800-463-4453
Hôtel Manoir Lafayette
665, Grande-Allée Est, Québec, Qc, Canada G1R 2K4
(418) 522-2652
Pour réservation seulement
For reservation only
1-800-363-8203
Restaurants participants

Aux Anciens Canadiens 3436, rue Saint-Louis, Vieux-Québec (418) 692-1627	Le Louis-Hébert 688, Grande-Allée Québec (418) 525-7812
--	---

La gastronomie située à proximité des hôtels participants
EGALEMENT DISPONIBLE: FORFAIT UNE NUIT FORFAIT GIBIER

LIQUIDATION

C'est le temps des modèles fins de série! Procurez-vous ce super duo-lavage Viking Eaton dès maintenant!

Machine à laver 5 cycles Viking Eaton
1. • 3 niveaux d'eau • Distributeur d'agent de blanchiment. Modèle EW214, blanc avec dossier noir.

Sèche-linge 4 cycles Viking Eaton
2. • 3 sélections de chaleur • Éclairage pour tambour. Modèle ED214, blanc avec dossier noir.

499⁹⁹ 319⁹⁹

Vendus à ou par tous les magasins Eaton. Rayon des électroménagers, 257. Venez ou composez : 284-8484

Lors de la livraison de tout électroménager, nous reprenons votre vieil appareil sans autres frais.

Les avantages de la carte Eaton
Utilisez votre carte Eaton et, avec tout achat de 200.00 ou plus, obtenez la livraison gratuite, à votre domicile ou à votre bureau. (À l'intérieur de notre circuit de livraison). Offre en vigueur jusqu'au 31 août 1993.



20 % DE RABAIS* Lampes à halogène fins de série

Voici venu le moment où nous devons faire place à nos nouveaux modèles. Et pour ce faire, nous faisons maison nette en vous présentant nos suggestions lumineuses à 20 % de rabais!

34⁹⁹ à 99⁰⁰

Lampes torchères
Modèle 7284NC, noir.
Modèle 7284, blanc. Modèle 7683N, noir.
Modèle 8703B à 3 branches, noir ou blanc.

Venez tôt chez Eaton pour profiter de cette sélection ainsi que d'autres modèles fins de série qui sont également offerts. *Vous recevrez 20 % de rabais sur le prix étiqueté. Vendues à ou par tous les magasins Eaton. Rayon des lampes, 377. Venez ou composez : 284-8484



EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

Exode massif de Vietnamiens du Cambodge

d'après AFP et UPI
PHNOM PENH

■ Des Vietnamiens fuient en masse à bord de 800 bateaux la région de Siem Reap, dans le nord-ouest du Cambodge, depuis le massacre de 33 pêcheurs vietnamiens il y a deux semaines, a déclaré hier un porte-parole du gouvernement cambodgien à Phnom Penh.

Huit cents embarcations transportant des familles vietnamiennes sont en train de quitter la région du lac Tonlé Sap, au sud de la ville touristique de Siem Reap, proche des temples d'Angkor, a indiqué le porte-parole, Khieu Kanharith, sans préciser le nombre de personnes concernées.

Ni M. Kanharith ni le porte-parole de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), qui avait déjà signalé le 15 mars le départ de dizaines de pêcheurs vietnamiens vivant dans la région, n'ont été en mesure d'indiquer la destination des réfugiés.

La démission du gouvernement plonge la Belgique dans une nouvelle crise politique

d'après AFP
BRUXELLES

■ La démission du gouvernement belge, présentée hier au roi Baudoin, plonge la Belgique dans une crise politique alors qu'elle est engagée dans une réforme de ses institutions et doit prendre la présidence de la CEE en juillet.

Il appartient au souverain de décider d'accepter ou non la démission que lui a présenté le premier ministre social-chrétien flamand, Jean-Luc Dehaene, 52 ans.

Celui-ci avait formé son gouvernement en mars 1992, après 100 jours d'efforts infructueux pour former une coalition entre sociaux-chrétiens et socialistes à l'issue des élections législatives de novembre 1991. Il s'agissait du 11^e gouvernement en 13 ans.

« Tout le monde doit être conscient de la gravité de la situation si on ne trouve pas de solution à la crise », a déclaré hier M. Dehaene, après avoir présenté sa démission au roi.

« Le roi prend son temps et désire faire un certain nombre de consultations avant de prendre sa décision, mais j'espère que la Belgique aura un gouvernement lorsqu'elle prendra la présidence de la CEE », a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse.

C'est la situation budgétaire, retenue comme l'une des priorités du gouvernement Dehaene il y a un an, qui a fait trébucher la coalition gouvernementale, deux de ses principales composantes, le Parti socialiste francophone et les Sociaux-chrétiens flamands (CVP-parti de M. Dehaene) s'opposant sur certaines des mesures d'économies préconisées.

La Belgique est confrontée à un endettement public dépassant 120 p. cent de son produit intérieur brut (PIB), hors de proportion avec les critères de convergence économique entre les pays de la CEE retenus par l'Union économique et monétaire (UEM) et le Traité de Maastricht. Ceux-ci prévoient un endettement public ne dépassant pas 60 p. cent du PIB.

Le gouvernement belge pourrait ainsi être le premier dans la CEE à chuter sur la mise en oeuvre de ces critères.

« La crise n'a pas sa source dans la remise en cause de ces critères, mais dans le contenu des mesures à prendre », a toutefois souligné le premier ministre.

Le gouvernement devait s'entendre sur les modalités pour réaliser 110 milliards de FB (3,2 milliards US \$) d'économies budgétaires et trouver de nouvelles recettes pour limiter le déficit d'ici la fin de 1994.

Mais les Socialistes francophones ont re-

fusé la désindexation partielle des salaires, dont la hausse est alignée sur celle du coût de la vie. Le CVP, de son côté, n'est prêt à accepter une augmentation des impôts pour créer de nouvelles recettes que si cette désindexation est réalisée.

Jean-Luc Dehaene était pourtant parvenu en début d'année à trouver une majorité des deux tiers au Parlement pour son projet de réforme des institutions qui doit transformer la Belgique en un Etat fédéral en renforçant les pouvoirs des régions flamandes, francophones et Bruxelles.

La moitié des articles de la réforme a déjà été votée, mais le Sénat a suspendu ses travaux hier dès l'annonce de la présentation de la démission du premier ministre. Toute crise politique de longue durée retarderait ce processus présenté par le gouvernement comme la solution aux problèmes linguistiques et régionaux qu'affronte la Belgique.

Mais si le roi refuse la démission de M. Dehaene, celui-ci peut encore persuader les dirigeants des principaux partis politiques de s'entendre sans provoquer nécessairement de nouvelles élections.

La Belgique doit prendre la présidence de la CEE en juillet. Celle-ci est actuellement assurée par le Danemark qui, lui-même, doit le 18 mai affronter la difficile épreuve d'un second référendum sur la ratification du traité de Maastricht.

DÉPÊCHES

ÉTATS-UNIS

Purge à la Justice

■ Le secrétaire américain à la Justice, Mme Janet Reno, a demandé hier à l'ensemble des procureurs fédéraux du pays de présenter leur démission afin de permettre à la nouvelle administration de désigner une équipe conforme à la conception de la Justice du président Bill Clinton. Mme Reno, qui avait été confirmée dans ses fonctions il y a une dizaine de jours par le Sénat, a indiqué que 15 procureurs fédéraux sur les quatre-vingt 90 en poste ont déjà présenté leur démission à ce jour. Le renouvellement « sera conduit d'une manière ordonnée afin de ne pas affecter le fonctionnement » de la Justice, a précisé le secrétaire à la Justice.

HAÏTI

Caputo consulte

■ Le médiateur des Nations unies et de l'Organisation des États américains (OEA) dans la crise haïtienne, Dante Caputo, s'est entretenu durant quatre heures hier à Port-au-Prince avec le chef de l'armée haïtienne, le général Raoul Cédras. Plus tôt, il avait rencontré pendant une heure et demie, en tête à tête, le premier ministre de facto Marc Bazin, au domicile de ce dernier. En soirée, il devait rencontrer la commission présidentielle nommée par Aristide, ainsi que des responsables du secteur privé haïtien. Il se rendra en province, notamment dans la ville des Cayes où commence à se déployer la mission civile internationale ONU-OEA, dont 103 membres se trouvent déjà en Haïti.

FRANCE

Second tour

■ Les partis politiques français ont arrêté leur stratégie pour le second tour des élections législatives de dimanche, dans une relative sérénité à droite et avec une grande angoisse à gauche, tandis qu'apparaissent les premiers contours de la bataille pour l'élection présidentielle de 1995. A droite, le Rassemblement pour la République (RPR, néogauilliste) de Jacques Chirac a clairement pris l'ascendant sur l'Union pour la démocratie française (UDF, droite libérale) de Valéry Giscard d'Estaing, lui imposant le respect des accords de désistement réciproque au profit du candidat le mieux placé, dans les 70 primaires qui avaient été organisées. A gauche, les socialistes tentent de se remettre de leur défaite historique et appellent les électeurs du second tour au « rassemblement contre la droite ». « Connaissiez-vous un pays développé où il y ait 90 p. cent de députés d'un bord et 10 p. cent de l'autre ? » a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste, Laurent Fabius.

HONG KONG

Pékin hausse le ton

■ Le chef de la diplomatie chinoise a affirmé hier que Pékin ne fera aucune concession sur Hong Kong, et un journal chinois a fait monter la tension d'un cran en réclamant le départ de Chris Patten, le gouverneur de la colonie. Qian Qichen a estimé lors d'une conférence de presse que le moment n'était pas venu pour une rencontre avec le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, à propos d'Hong Kong. Il a vivement critiqué ceux qui tentaient de semer le trouble à Hong Kong en modifiant des accords conclus entre Londres et Pékin, faisant ainsi directement allusion à Chris Patten. Il a prévenu le gouverneur de Hong Kong de ne pas déposer son projet de réformes devant le Conseil législatif de la colonie sous forme de projet de loi. Au lieu de faciliter les pourparlers sino-britanniques, cela ne ferait que les compliquer, a-t-il ajouté.

OFFRE SPÉCIALE DU FABRICANT



Battez fièrement la marche avec ces souliers en cuir Florsheim

Au choix,

69⁹⁹

Vous retrouverez les modèles classiques que vous préférez, avec empeignes et semelles en cuir. Largeurs D et EEE. (Choix incomplet de pointures dans certains magasins).

1. À enfiler, avec garniture sur le côté. Empeigne cousue main. Noir ou bourgogne.
2. À lacer, avec bout arrondi. Noir.

Vendus à ou par tous les magasins Eaton. Rayon des chaussures pour hommes, 237. Venez ou composez: 284-8484

LES AVANTAGES DE LA CARTE EATON
Utilisez votre carte Eaton et obtenez l'emballage-cadeau gratuit, à l'achat d'un article de 25.00 ou plus. En vigueur jusqu'au 31 août 1993.

**FOIRE D'ARTISANAT
CHEZ EATON CENTRE-VILLE,
4e étage**

aujourd'hui 24 mars et demain

Présentation de patrons prémesurés pour pantalon et jupe sur mesure, avec Angelina di Bello.
Démonstrations avec représentantes: Patons, fil «Lady Fair» ainsi que des conseils généraux sur le tricot avec Mme Lagrange; rubans Offray, diverses créations avec

Henriette Lussier; Pellow, choix et utilisation d'entoilage; Wright, garnitures, rubans et dentelles avec Mme Yolande Villeneuve; Symak, les différentes façons d'utiliser les couteaux de coupe «Dafa»; Diamond Yarn, conseils sur le tricot avec Mme Diane Bilinski.

Jean Cournoyer, auteur

Eaton Centre-ville vous invite à venir rencontrer M. Jean Cournoyer qui signera votre exemplaire de son livre, «LE PETIT JEAN». Jeudi 25 mars, de 12 h 30 à 13 h 30. Rayon des livres, le mail.

«LE PETIT JEAN», 44.95



EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

PLUS DE
3 000 POINTS
OFFERTS,
CETTE
SEMAINE,
DANS

La Presse

67305360

70319948

55906411

68835142

CLUB Malt's points